

**Lutter contre les obstacles auxquels se heurtent les femmes sur la scène politique ou se lançant en politique en s'attaquant aux inégalités systémiques et structurelles au sein de la société, et en finançant des initiatives non partisans et multipartites**

***Mémoire présenté au Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes par Kayleigh Erickson***

***Le 28 juin 2018***

**Principales recommandations**

***S'attaquer aux inégalités entre les sexes au sein de la société***

1. Comblent la disparité salariale entre les sexes en exigeant que les employeurs publient les écarts de salaire et de prime entre leurs employés masculins et féminins, et envisager la possibilité de créer une « agence pour l'égalité entre les sexes en milieu de travail » comme celle qui existe en Australie<sup>i</sup>.
  - En 2017, le Canada arrivait au « 7<sup>e</sup> rang parmi les 34 pays industrialisés » en matière de disparité salariale entre les sexes<sup>ii</sup>.
  - Les femmes au Canada gagnent 31 % de moins que les hommes, ce qui touche de façon disproportionnée les femmes racialisées, à faible revenu, trans, handicapées et autochtones<sup>iii</sup>.
  - Cela a mené des entreprises comme *Innovatia*, à Saint John, à s'engager à offrir à « leurs employés deux mois de pleins salaire et avantages s'ils sont nommés par n'importe quel parti comme candidats aux élections provinciales de 2018 » afin d'encourager davantage de femmes à se présenter aux élections parce que ces entreprises ont reconnu que l'insécurité d'emploi, un manque de revenu durant les périodes électorales et les disparités salariales entre les sexes sont tous des obstacles qui entravent les femmes voulant présenter leur candidature à des élections<sup>iv, v</sup>.
2. Mettre en œuvre un système de garderie universel et public pour tenir compte du manque de places abordables et accessibles dans les garderies canadiennes, des coûts très variables des garderies au Canada, du fait qu'un pourcentage important du revenu des femmes sert à payer les frais de garderie, ainsi que du fait qu'il est impossible d'établir une véritable égalité sans un tel système<sup>vi</sup>.
  - D'après le Centre canadien de politiques alternatives, 49 % des femmes en Alberta qui travaillent à temps partiel affirment le faire parce qu'elles n'ont pas les moyens de faire garder leurs enfants<sup>vii</sup>.
  - En 2014, 35 % du revenu des femmes était consacré aux services de garde à Surrey, 28 % à Halifax et 4 % à Gatineau, au Québec. Ces pourcentages continuent d'augmenter<sup>viii</sup>.

3. Réduire la pauvreté grâce à l'adoption d'un revenu universel de base.
  - Les mères seules sont surreprésentées parmi les pauvres, de même que parmi les employés à temps partiel et à faible revenu. C'est aussi vrai pour les groupes marginalisés, marginalisés davantage par notre système économique<sup>ix</sup>.
  - Un revenu universel de base augmentera les choix dont disposent les femmes, s'attaquera aux problèmes de la dynamique de pouvoir et de la discrimination structurelle au sein de la société, réduira la vulnérabilité et aidera les femmes à payer les coûts associés à une campagne électorale<sup>x</sup>.
  - Je recommande aussi d'appuyer des organisations comme la Together Against Poverty Society pour faire avancer leur travail visant à soutenir et à défendre les gens vivant dans la pauvreté.

#### ***Pratiques de nomination et de recrutement***

4. En l'absence de quotas, l'établissement par les partis de cibles internes volontaires et de mécanismes d'application est nécessaire pour accroître la représentation des femmes. Les partis doivent également énoncer clairement les exigences qu'ont les associations de circonscription de recruter des candidats diversifiés.
  - Les résultats des dernières élections en Colombie-Britannique sont révélateurs des conséquences que peuvent avoir ces mesures volontaires. Bien que le tiers des candidates aient été élues, grâce à la politique d'équité que s'est imposée le NPD, 46 % de ses députés provinciaux élus sont des femmes, alors que ce pourcentage s'élève seulement à 32 % pour le Parti libéral de la Colombie-Britannique.
  - À l'échelle fédérale, le NPD mène uniquement des courses à l'investiture s'il a été démontré que des efforts ont été déployés pour recruter des candidats diversifiés, et il s'est engagé à viser l'équité. Le succès de ce mandat proactif et fondé sur les nominations a été démontré durant les élections fédérales de 2015, où 43 % des candidats du NPD étaient des femmes, par rapport à seulement 31 % des candidats libéraux et moins de 20 % des candidats conservateurs.
  - L'établissement de cibles constitue un excellent premier pas. Cependant, sans mécanisme d'application pour assurer l'atteinte de ces cibles, les efforts pour assurer l'égalité sont bloqués et retardés jusqu'aux prochaines élections.
  - Que veut-on dire par « faire preuve d'efforts pour recruter des femmes diversifiées »?
5. Exiger que les partis politiques placent au moins la moitié de leurs candidates dans des circonscriptions gagnables, et fournir à toutes les candidates l'aide dont elles ont besoin pour réussir.
  - Même quand les femmes se présentent aux élections, elles sont sous-représentées dans les circonscriptions gagnables. Dans les élections fédérales de 2015, les femmes se présentant sous la bannière libérale ou conservatrice ont gagné moins souvent que leurs collègues masculins.

- Lors des dernières élections en Colombie-Britannique, plus de la moitié des hommes se présentant sous la bannière libérale provinciale ont remporté leur siège, alors que seulement 39 % des femmes ont remporté le leur. Bien que l'écart soit plus petit au NPD, il existe quand même. Par conséquent, ce n'est pas seulement au niveau fédéral ou dans les partis de centre-droite que les femmes posent leur candidature dans les châteaux forts d'autres partis.
  - En effet, une étude à long terme a révélé que les femmes étaient moins susceptibles de se présenter comme candidates dans un château fort de leur parti et dans des circonscriptions où la concurrence est forte et plus susceptibles de se porter candidates dans le château fort d'un autre parti<sup>xi</sup>.
  - Ce n'est pas parce que les femmes ne se portent pas candidates ou qu'elles ne veulent pas faire de la politique. C'est à cause des obstacles qui les empêchent de poser leur candidature ou du fait qu'elles sont placées dans des circonscriptions qu'elles ne peuvent pas gagner. Cela contribue à leur non-élection.
6. Mettre en œuvre des pratiques de nomination cohérentes au sein des divers partis politiques. À l'heure actuelle, les partis politiques commencent les nominations des candidats à des moments différents, ont des exigences différentes pour le recrutement de candidats diversifiés et ont des critères différents pour les nominations des candidats.
- « Les femmes ont indiqué que les coûts et le manque de prévisibilité et de transparence du processus de nomination sont, pour certaines, un élément très dissuasif<sup>xii</sup>. »

### ***Éliminer les obstacles structurels au sein de notre système électoral***

7. Adopter un système électoral de représentation proportionnelle dans le cadre d'une stratégie à plusieurs volets visant à accroître la représentation des femmes<sup>xiii</sup>.
- L'actuel système majoritaire uninominal à un tour contribue à la sous-représentation des femmes en politique. Étant donné la nature de ce système où le vainqueur rafle tout, les partis politiques tentent de maximiser leurs chances de succès en recrutant les candidats « les plus sûrs ». Cette pratique les décourage de choisir des candidats « non conventionnels », à savoir des femmes et des membres de groupes minoritaires.
  - Selon M<sup>me</sup> Grace Lore, la représentation proportionnelle accroît la représentation des femmes en partie grâce à une magnitude de la circonscription plus étendue, à l'utilisation de listes et à la capacité de « combiner des politiques proactives » avec un tel système. Toutefois, comme elle le fait remarquer, « la représentation proportionnelle n'est pas suffisante », car il faut aussi élaborer des stratégies proactives comme l'établissement de quotas<sup>xiv</sup>.

8. Fournir des incitatifs financiers aux partis pour qu'ils nomment des candidates, suivant l'exemple donné par le Nouveau-Brunswick pour les dépenses des campagnes provinciales.
  - En 2017, le Nouveau-Brunswick a décidé que « l'allocation par vote que les partis reçoivent en fonction de leurs résultats lors des dernières élections sera 1,5 fois supérieure pour les voix exprimées en faveur de leurs candidates<sup>xv</sup> ». Les nouvelles règles récompenseront les partis qui présentent des femmes comme candidates, surtout lorsqu'ils les présentent dans des circonscriptions où la concurrence est forte et qu'elles peuvent gagner<sup>xvi</sup>.
9. Imposer un ratio hommes-femmes afin que tous les partis politiques fédéraux augmentent rapidement le pourcentage de femmes à la Chambre des communes.
  - Nous savons que lorsque davantage de femmes occupent des sièges au Parlement et dans des assemblées législatives, cela change fondamentalement la façon dont on fait de la politique et a des répercussions sur la représentation descriptive, concrète et symbolique<sup>xvii</sup>.
  - D'après À voix égales, il faudra attendre au moins 90 ans pour atteindre la parité hommes-femmes à la Chambre des communes parce que le Canada accuse maintenant un retard au chapitre de la représentation des femmes. Les ratios peuvent permettre d'augmenter radicalement le nombre de femmes en politique, en un seul cycle électoral.
  - La Nouvelle-Zélande a mis en place un système proportionnel mixte, qui inclut 50 % de candidats masculins et 50 % de candidats féminins sur les listes de parti, et elle a prévu un certain pourcentage de candidats autochtones. Cela a augmenté le nombre de politiciens autochtones, ainsi que de politiciennes.

### **S'attaquer aux préjugés sexistes à la Chambre des communes**

10. Faire en sorte que la Chambre des communes accorde des congés parentaux afin que les femmes députées qui deviennent mères ou ont des enfants lorsqu'elles sont en fonction puissent prendre au moins deux mois de congé, intégrer des technologies de téléconférence et de vidéoconférences afin de permettre aux nouvelles mères de participer numériquement aux réunions et aux séances, diminuer les exigences de déplacement pour les nouvelles mères, et accroître les soins aux nourrissons (de 0 à 2 ans) pour les politiciennes<sup>xviii</sup>.
11. Changer la culture à la Chambre des communes en faisant ce qui suit.
  - Modifier le langage que nous utilisons pour décrire les femmes sur la scène politique et en parler, car notre langage peut renforcer ou détruire les stéréotypes, les suppositions fondées sur le sexe et les structures de violence. Par exemple, il faut mettre fin à la chosification des femmes, ne pas s'intéresser uniquement à leur apparence et arrêter de faire des remarques désobligeantes ou harcelantes se rapportant au sexe d'une personne.
  - Prendre des mesures proactives et disciplinaires pour réduire le chahut fondé sur le sexe : 20 % des répondants à un sondage effectué par Samara Canada, en particulier les femmes députées, ont affirmé que le chahut « affecte leur performance et diminue leur envie de participer<sup>xix</sup> ».
    - i. Comme mesure préventive, nous pourrions suivre une séance d'orientation pour discuter des façons d'exprimer respectueusement son désaccord avec ses collègues. Un exemple de mesure disciplinaire pourrait consister à ce que le Président de la Chambre

demande à un député de quitter la Chambre pendant un certain temps et de s'excuser pour ses remarques.

- S'attaquer activement au sexisme dans les médias : une étude de l'Université de l'Alberta montre que, dans un examen de 2 500 journaux sur une période de 37 ans, « les femmes qui se présentaient à la direction des principaux partis politiques canadiens recevaient des commentaires sur leur apparence physique et sur les rôles traditionnellement associés à chaque sexe de manière disproportionnée par rapport à leurs collègues masculins<sup>xx</sup> ». Cela se poursuit aujourd'hui dans tous les médias. En tant que leaders, nous devons recadrer la conversation, dénoncer les remarques et les questions sexistes, et se prononcer sur les reportages tendancieux.
12. Lutter contre la violence et le harcèlement sexuels en milieu de travail et en ligne en mettant en œuvre les recommandations énoncées dans le rapport publié en 2017 par le Comité permanent de la condition féminine, ainsi qu'en créant un organisme indépendant et externe afin de surveiller et de mettre en œuvre les politiques sur le harcèlement.

### **Faire contrepoids à ces inégalités**

13. Financer des initiatives non partisans qui offrent des occasions de mentorat pour les femmes, créer des possibilités de réseautage professionnel, apprendre le flair politique et fournir une formation politique.
- Bien qu'aucune étude à long terme n'ait été menée pour montrer les répercussions de ces initiatives, ayant été membre d'À voix égales et du Canadian Women Voters Congress, j'ai vu de nombreuses femmes qui étaient membres de ces deux organisations devenir des élues à tous les ordres de gouvernement. D'innombrables femmes qui ont participé à des formations sur les campagnes électorales offertes aux femmes par le Canadian Women Voters Congress m'ont dit qu'elles ont désormais plus confiance en leurs compétences, qu'elles ont maintenant accès à un réseau de femmes en politique, et que cette expérience a avivé leur intérêt pour la politique et la participation à une campagne électorale.
  - Je recommande de financer le programme Héritières du suffrage de l'organisation À voix égales, ainsi que des formations sur les campagnes électorales, des Parlements étudiants et l'organisation Dancing Backwards, en plus de toute organisation non partisane et multipartite offrant des activités consacrées à l'élection d'un plus grand nombre de femmes.

- 
- <sup>i</sup> Grant, Tavia, [« Who is minding the gap? »](#), *The Globe and Mail*, 2017 [TRADUCTION].
- <sup>ii</sup> *Ibid.*
- <sup>iii</sup> McIntyre, Catherine, [« These are the key numbers that explain the wage gap for women »](#), *Maclean's*, 8 février 2018 [TRADUCTION].
- <sup>iv</sup> CBC News, [« N.B. company promises wages for employees who run in 2018 election »](#), *CBC News*, 19 juin 2017 [TRADUCTION].
- <sup>v</sup> Markusoff, Jason, [« Price of admission: The true cost of running for election »](#), *Maclean's*, 3 octobre 2015 [TRADUCTION].
- <sup>vi</sup> Friendly, M., Prentice S. et Ballantyne, M, [« Les services de garde subventionnés sont essentiels pour garantir l'égalité des femmes. Or au Canada, contrairement à d'autres pays, un tel programme universel fait toujours défaut »](#), *Policy Options Politiques*, 8 mars 2018.
- <sup>vii</sup> Macdonald, Donald et Friendly, Martha, [« The Parent Trap: Child Care Fees in Canada's Big Cities »](#), *Centre canadien de politiques alternatives*, novembre 2014.
- <sup>viii</sup> Noakes, Susan, [« Child-care affordability varies widely across Canada »](#), *CBC News*, 10 novembre 2014 [TRADUCTION].
- <sup>ix</sup> Segal, Hugh, [« A universal basic income in Canada is more realistic than you think »](#), *Maclean's*, 20 avril 2018 [TRADUCTION].
- <sup>x</sup> Schulz, Patricia, [« Universal basic income in a feminist perspective and gender analysis »](#), *Global Social Policy*, 2017 [TRADUCTION].
- <sup>xi</sup> Melanee, Thomas, [« Sacrificial lambs, women candidates, and district competitiveness in Canada »](#), *Electoral Studies*, mars 2013 [TRADUCTION].
- <sup>xii</sup> Lore, Grace, [« Women's Political Representation & Electoral Systems »](#), *À voix égales*, février 2018 [TRADUCTION].
- <sup>xiii</sup> *Ibid.*
- <sup>xiv</sup> *Ibid.*
- <sup>xv</sup> Poitras, Jacques, [« Political parties to get financial incentive to run female candidates »](#), *CBC News*, 22 mars 2017 [TRADUCTION].
- <sup>xvi</sup> *Ibid.*
- <sup>xvii</sup> [Gender Quotas Database.](#)
- <sup>xviii</sup> Choi, Jennifer, [« It's time to extend a version of parental leave to Members of Parliament: report »](#), *CBC News*, 30 novembre 2017 [TRADUCTION].
- <sup>xix</sup> [Samara Canada.](#)
- <sup>xx</sup> Ross, Andrea, [« Sexist media scrutiny of women in politics spans decades, study says »](#), *CBC News*, 17 décembre 2017 [TRADUCTION].